



## LES ENJEUX | EMPLOI AGRICOLE : ÉTAT DES LIEUX

### EMPLOI AGRICOLE

# UN MARCHÉ EN PLEINE ÉVOLUTION

Les mutations du marché de l'emploi agricole s'accroissent et sont rythmées par l'évolution des pratiques et des besoins de l'agriculture française. Ce phénomène prend une importance d'autant plus stratégique sur le secteur des grandes cultures pour lequel l'évolution de la réglementation et des technologies est permanente.

**C**e n'est plus une nouveauté, le secteur agricole peine à recruter. Les chiffres de l'Apecita le montrent. En 2018, le spécialiste de l'emploi en agriculture a mis à disposition 15 500 offres de postes pour 17 000 demandeurs d'emplois inscrits. Une équation qui paraît bien déséquilibrée après ajout du critère de correspondance entre les candidatures et les besoins des entreprises. « *L'offre et la demande ne sont pas forcément en adéquation. Sur un poste de responsable communication, nous allons avoir de nombreuses réponses, alors qu'il n'y aura que trois ou quatre candidatures pour un emploi de chef de culture en arboriculture* », analyse Mylène Gabaret, directrice de l'Apecita.

Pour le secteur des grandes cultures, ce sont plus spécifiquement 5 709 offres d'emploi qui ont transité par l'Apecita entre mai 2017 et juin 2018. « *C'est une filière*

*qui a pour caractéristique d'être très diversifiée sur les métiers qu'elle propose* », affirme Mylène Gabaret. Pour preuve, en 2018, le spécialiste de l'emploi agricole a diffusé 33 % d'offres dédiées au poste de conseiller/animateur. 25 % des emplois proposés concernaient la recherche et l'expérimentation. Alors que les fonctions d'administration/contrôle et de commercialisation représentaient chacune 20 % de la demande des entreprises.

L'une des spécificités du marché de l'emploi sur le secteur des grandes cultures, c'est le peu d'importance qu'accordent les entreprises à l'expérience. 40 % des employeurs recherchent des profils ayant moins de quatre ans de présence dans le monde professionnel. Cette proportion monte à 46 % sur les postes pour lesquels il n'est requis aucune expérience. « *Les employeurs vont regarder plusieurs critères, mais celui de l'expérience*

*n'est pas prioritaire* », déclare Mylène Gabaret. En revanche, le niveau d'étude a plus d'impact. 60 % des offres d'emploi demandent un niveau minimum de bac+2. Ce chiffre s'établit à 46 % en bac+3 et à 44 % pour les niveaux master.

### DES CANDIDATS DE PLUS EN PLUS EXIGEANTS

Certains postes pâtissent d'une image défavorable auprès des personnes pouvant y postuler. Il s'agit notamment des métiers en lien avec les produits phytopharmaceutiques. Les attentes sociétales sur l'environnement et les suppositions de dangers pour la santé liées à ces secteurs d'activité les rendent moins attractifs. « *Quand vous entendez des noms bien connus de firmes phytopharmaceutiques dans des émissions médiatiques, je ne pense pas que cela donne envie aux candidats de postuler. Il faut vraiment que ces entreprises travaillent sur leur image pour recruter*



ter», insiste la directrice de l'Apecita. Selon elle, cette réticence est encore plus forte sur les métiers de l'expérimentation pour lesquels le personnel est directement en contact avec ce type de produits. « *Sur les postes de technico-commerciaux, il peut aussi y avoir un frein éthique à la vente de produits phytopharmaceutiques* », ajoute Mylène Gabaret.

Autre point de blocage, la réglementation\* autour du secteur agricole se durcit un peu plus chaque année. Cette contrainte oblige les candidats à monter en compétences pour interpréter et respecter les nouvelles règles. Cette évolution n'est pas toujours voulue par les salariés présents sur le marché de l'emploi. Les métiers recherchés sont également de plus en plus techniques, ce qui restreint le choix de candidats aptes à répondre aux besoins du poste. Les profils doivent donc avoir une formation de base spécifique leur permettant de comprendre et d'utiliser les outils liés à l'offre d'emploi. « *Pour le métier de technico-commercial, il y a maintenant une double compétence commerciale et conseiller attendue. Cela peut rebuter un profil purement commercial* », explique Mylène Gabaret. Et cette évolution vers le métier de conseiller devrait s'accroître avec la séparation prochaine du conseil et

de la vente pour le secteur de la distribution agricole. Au-delà des réticences des candidats sur les caractéristiques des métiers en eux-mêmes, la localisation souvent rurale des emplois en lien avec le secteur agricole peut rebuter certains profils. « *Il peut y avoir un sentiment d'isolement propre au secteur agricole. Certains emplois sont éloignés des centres névralgiques de la civilisation* », constate la directrice de l'Apecita.

#### DES MÉTIERS D'AVENIR

L'emploi agricole a aussi des raisons de se réjouir, notamment concernant les grandes cultures. « *C'est une filière moderne et connectée qui se remet en question. Il y a un vrai travail sur la façon de fonctionner et de produire* », se réjouit Mylène Gabaret. Elle évoque notamment l'ensemble des métiers liés au big data. Dès aujourd'hui, ce sont des postes de data-scientists et d'agrostatisticiens qui se créent sur le marché de l'emploi agricole. « *Mais en matière de formation, il faut presque des doubles cursus pour atteindre ce type de poste très spécialisé* », analyse-t-elle. De manière plus accessible, les férus de nouvelles technologies pourront trouver leur bonheur dans les filières des agroéquipements. Parmi les métiers d'avenir, la directrice de l'Apecita évoque également les postes de courtiers/



traders ou encore tous les emplois liés à la qualité et à la traçabilité.

Ces différents métiers montrent que les profils recherchés sont en perpétuelle évolution pour s'adapter aux besoins des professionnels. Aujourd'hui, avec l'augmentation de la taille des exploitations agricoles, un chef de culture doit être bon techniquement mais aussi assurer les tâches managériales. « *Nous nous sommes aperçus que les cursus tournés vers l'agriculture ne préparaient pas les jeunes à cet aspect managérial. C'est notre fonction de faire remonter ces évolutions vers le ministère de l'Agriculture, par le biais de la convention que nous avons avec eux* », assure la directrice de l'Apecita.

Clément Henri

**« Il peut y avoir un sentiment d'isolement propre au secteur agricole. »**

**Mylène Gabaret,  
directrice  
de l'Apecita.**